

Espion, tais-toi !

Nos services secrets sont les meilleurs. Au moins dans un domaine stratégique, celui du bavardage. Chacun a pu apprécier à leur juste valeur les numéros d'équilibriste du général Rondot, expliquant aux juges qu'il n'avait pas voulu dire ce qu'il avait dit, ni écrire ce qu'il avait écrit. Voici que cet as de l'espionnage a fait un émule. Ancien chef du renseignement militaire à Djibouti, Loïc Lucas a donné une interview au « Figaro » (19/7) pour déclarer en substance, le contraire de ce qu'il affirmait sous serment trois semaines plus tôt, lors de son audition comme témoin dans l'affaire Borrel.

Devant la juge Sophie Clément, qui enquête sur la mort de Bernard Borrel, l'ancien officier déclarait, le 27 juin, que l'hypothèse du suicide lui était apparue comme « farfelue » car il existait de « graves menaces du fait des luttes de pouvoir pour la présidence. C'était des batailles de clan ». Et l'ex-espion de préciser sa pensée en révélant que le juge Borrel enquêtait sur « l'ensemble des trafics auxquels Ismaël Omar Guelleh était mêlé ».

Cette vigoureuse mise en cause de l'actuel président de Djibouti n'a peut-être pas valu que des félicitations à ce retraité. Au « Figaro », il confie, sur sept colonnes, qu'il n'a, tout compte fait, que « relayé une rumeur qui circulait ». Avant d'ajouter : « Je n'ai jamais eu le moindre début de preuve validant cette information. » D'ailleurs, précise-t-il à propos des informateurs à l'origine de cette rumeur : « Aujourd'hui je ne me souviens plus de leur identité. » Quant aux assassins du juge, ce n'est pas du côté du pouvoir djiboutien qu'il faut les chercher : « Les auteurs de cette exécution se trouvent peut-être parmi les membres de la communauté française de Djibouti où le milieu corse est représenté (...). Je crois que ce meurtre est une affaire franco-française. »

Espérons qu'après cet époustoufflant numéro de rétropédalage, il n'y aura pas de contrôle antidopage ...

Le Canard Enchaîné
25 juillet 2007